

Opération : **615 – Rénovation des bâtiments d'hébergement BCC 004 et 005
sur la base Ecole Général LEJAY au Cannet-des-Maures (83)**

Rénovation des bâtiments d'hébergement pour cadrescélibataires BCC 004 et 005



DCE
CCTP -PRESCRIPTIONS COMMUNES

Maîtrise d'ouvrage :

SAEM Var Aménagement Développement au nom et pour le compte de l'ESID Lyon

Tour l'Albatros, avenue d'Entrecasteaux

BP 1406

83056 Toulon cedex

Maîtrise d'œuvre :

PLO Architectes

10, pl Pierre Brossolette

13004 Marseille

T : 09 66 85 00 47

contact@plo-architectes.fr

alexandre.lucas@plo-architectes.fr

Bureau d'études - SP2I

90, rue Stanislas Torrents

13006 Marseille

T : 04 91 13 81 80

sp2i.13@wanadoo.fr

Acousticien - IGETEC

2, bd des Alisiers

Bât Le Chambly III

13009 Marseille

T 04 65 58 05 16

contact@igetec-acoustique.fr

OPC - PROJECTS

51 ch de la Chapelle St Antoine

06130 Grasse

T : 06 76 77 98 40

nsurace.projects@gmail.com

Indice	Date	Auteur	Modifications du document
0	30/06/2023	MOE / SP2I	Première diffusion

PRESCRIPTIONS COMMUNES

SOMMAIRE

1 -	GENERALITES.....	5
1.1	PRESENTATION DU PROJET	5
1.2	RECEPTION DES TRAVAUX.....	5
1.3	CLASSEMENT DE LA CONSTRUCTION	5
1.4	DEFINITION DE LA STRUCTURE	5
1.5	OBJET DU PRESENT CHAPITRE	5
1.6	INTERVENANTS	6
1.7	DECOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS.....	6
1.8	CLAUSES D'INSERTION SOCIALE.....	7
1.9	HYPOTHESES DE CALCUL.....	7
1.9.1	SURCHARGES CLIMATIQUES.....	7
1.9.2	CHARGES D'EXPLOITATIONS.....	7
1.9.3	PARASISMIQUE.....	7
2 -	IDENTIFICATION DE L'OPERATION.....	8
2.1	CARACTERISTIQUES DU SITE.....	8
2.1.1	SITE / ETAT DES LIEUX.....	8
2.1.2	CONSTRAINTES.....	8
3 -	AVERTISSEMENT.....	8
4 -	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	8
5 -	QUALITE DES TRAVAUX	9
6 -	QUALITE ET MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX ET FOURNITURES.....	9
7 -	ECHANTILLONS ET PROTOTYPES / CELLULES TEMOINS.....	9
8 -	PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS.....	9
9 -	ETUDE GENERALE ET DOCUMENTS DU PROJET	10
9.1	CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE DE CONSULTATION.....	10
9.2	NATURE DES PRIX.....	10
9.3	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	11
9.4	DOCUMENTS CONTRACTUELS DE REFERENCE.....	11
9.5	CONNAISSANCE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	11
9.6	REGLEMENTATIONS GENERALES	11
9.7	MATERIAUX ET PRODUITS HORS DOMAINE D'APPLICATION DTU	12
9.8	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	12
9.9	REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION	12
9.10	ISOLATION THERMIQUE / PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES	12
9.11	NOTICE ACOUSTIQUE	12
9.12	REGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE DES OUVRIERS.....	12
9.13	VERIFICATION DES DOCUMENTS GRAPHIQUES.....	13
10 -	REMISE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	13
10.1	DOCUMENTS D'EXECUTION / RELEVES IN SITU	13
10.2	DOCUMENT DE DEMARRAGE DE CHANTIER.....	14

10.2.1	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER.....	14
10.2.2	PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	14
10.2.3	PLANNING DES TRAVAUX.....	14
10.2.4	PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES	14
10.2.5	ECHANTILLONS ET SPECIMENS.....	14
10.2.6	MISSION DE SYNTHESE / BIM.....	14
11 -	TABLEAU DES INTEMPERIES	14
12 -	DOCUMENTS DE CHANTIER.....	15
13 -	RELATIONS AVEC LES SERVICES OFFICIELS ET COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES.....	15
14 -	ASSURANCES	15
14.1	DELAIS DE GARANTIE / GARANTIE PARTICULIERE / ASSURANCES.....	15
15 -	DIVERS	15
15.1	DEPENSES D' INTERET COMMUN – COMPTE PRORATA.....	15
15.1.1	DEFINITIONS.....	16
15.1.2	IMPUTATIONS	16
15.1.3	GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE INTER -ENTREPRISES.....	16
15.2	PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE	16
15.3	CONNAISSANCE DES LIEUX	17
15.4	LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT	17
15.5	TRAITS DE NIVEAU.....	17
16 -	DOCUMENTS DONNANT LES CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX EXECUTES	18
17 -	COORDINATION - ORGANISATION MATERIELLE ET COLLECTIVE DU CHANTIER	18
17.1	COORDINATION DES TRAVAUX / OPC.....	18
17.2	HYGIENE ET SECURITE DE TRAVAIL	18
17.3	ACCES EXISTANT.....	19
17.4	CHARTRE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES	19
17.5	INSTALLATIONS DE CHANTIER	19
17.5.1	GENERALITES.....	19
17.5.2	RECEPTION PREALABLE DES ABORDS ET VOIRIES	19
17.5.3	UTILISATION ET ENTRETIEN DES VOIRIES.....	19
17.5.4	LIBERATION DES EMPRISES DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES VOIRIES.....	20
17.5.5	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES CONCERNANT LES VOIRIES	20
17.5.6	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	20
17.5.6.1	AIRES DE STOCKAGE	20
17.5.6.2	SALLE DE REUNION	21
17.5.6.3	CANTONNEMENTS DU PERSONNEL :	21
17.5.6.4	ARMOIRE ECHANTILLONS / MAITRISE D'OEUVRE	22
17.5.6.5	PANNEAU DE CHANTIER / PANNEAU DE COMMUNICATION	22
17.5.6.6	GARDIENNAGE	22
17.5.6.7	ALIMENTATION DU CHANTIER.....	22
17.5.6.8	IMPUTATION DES DEPENSES	23
17.5.6.9	ALARME CHANTIER	23
17.5.6.10	DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE	23
17.5.6.10.1	Composition	23
17.5.6.10.2	Tableaux de distribution et de répartition	23
17.5.6.10.3	Eclairage des locaux.....	23
17.5.6.10.4	Imputation des dépenses	24
17.5.6.10.5	Déplacement suivant phasages	24
17.6	SECURITE SUR CHANTIER.....	24
17.7	NUISANCES DE CHANTIER.....	24

17.7.1	REJETS ACCIDENTELS.....	25
17.7.2	PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE	25
17.7.3	LIMITATION DE LA POLLUTION DE L'AIR	25
17.7.4	LIMITATION DE LA CONSOMMATION DE RESSOURCES	25
17.7.4.1	ELECTRICITE.....	26
17.7.4.2	EAU	26
17.7.4.3	CHAUFFAGE PROVISOIRE DE CHANTIER	26
17.8	TRAITEMENT DES DECHETS DE CHANTIER.....	26
17.9	RESEAUX EXISTANTS.....	27
17.10	PRESTATIONS DIVERSES	28
17.10.1	NETTOYAGE DE CHANTIER	28
17.10.2	NETTOYAGE FINAL.....	28
17.10.3	CHAUFFAGE DE CHANTIER	29
18 -	RESERVATIONS- SCELLEMENTS - CALFEUTREMENT	29
19 -	SOUS - TRAITANTS	29
20 -	RECEPTION	29

1 - GENERALITES

1.1 PRESENTATION DU PROJET

Le projet concerne les travaux de Rénovation des Bâtiments d'Hébergement BCC 004 et BCC 005 de la base Ecole Général LEJAY au Cannet des Maures (83).

Le projet s'inscrit dans une démarche de qualité environnementale. Les entreprises devront apporter une attention particulière :

- à la gestion du chantier et des déchets, pour un chantier respectueux de l'environnement et des personnes.
- à la sensibilisation des personnes intervenant sur le chantier
- à la maîtrise du bruit et des nuisances liés au chantier
- au choix des matériaux en privilégiant des matériaux à faible impact environnemental (Ecolabel, Energie grise, bois éco-certifiés, matériaux non toxiques, etc.)

1.2 RECEPTION DES TRAVAUX

Il est précisé que les travaux ne feront pas l'objet de réceptions partielles. Chaque bâtiment fera l'objet d'une réception.

1.3 CLASSEMENT DE LA CONSTRUCTION

- Bâtiments d'Hébergement : bâtiment d'Habitation collective de type Foyer Logement.

1.4 DEFINITION DE LA STRUCTURE

Les deux bâtiments existants à réhabiliter sont en béton armé et en maçonnerie. Charpente bois et Couverture Tuiles.

1.5 OBJET DU PRESENT CHAPITRE

Le présent document a pour objet de définir les prescriptions communes à l'ensemble des corps d'état, à préciser les rôles des différents intervenants, à définir les prescriptions spécifiques à certains corps d'état et dont la connaissance est portée à l'ensemble des intervenants.

1.6 INTERVENANTS

Maître d'Ouvrage	SAEM Var Aménagement Développement au nom et pour le compte de l'ESID Lyon Tour l'Albatros, avenue d'Entrecasteaux BP 1406 83056 Toulon cedex
Architecte	PLO Architectes 10, place Brossolette - 13004 Marseille T : 09 66 85 00 47 - contact@plo-architectes.fr
Bureau d'études pluridisciplinaire	SP2I - bet tous corps d'état 90, rue Stanislas Torrents 13006 Marseille Tél: 04 91 13 81 80 - sp2i.13@wanadoo.fr
Bureau d'Etudes Acoustique	IGETEC 2 boulevard des Alisiers - Bât Le Chambly III 13009 Marseille - contact@igetec-acoustique.fr
OPC	PROJECTS 51 chemin de la Chapelle St Antoine 06130 Grasse Tél: 06 76 77 98 40 - nsurace.projects@gmail.com

1.7 DECOMPOSITION DES TRAVAUX EN LOTS

Les travaux de la présente opération sont traités par corps d'état et décomposés comme suit :

- Lot N° 01 : DEMOLITIONS / GROS OEUVRE / ISOLATION THERMIQUE / FACADES / VRD / AMENAGEMENT EXTERIEURS
- Lot N° 02 : CHARPENTE BOIS / COUVERTURE TUILES / ISOLATION THERMIQUE COMBLES
- Lot N° 03 : MENUISERIES EXTERIEURES / SERRURERIE
- Lot N° 04 : CLOISONS / DOUBLAGES / FAUX PLAFONDS
- Lot N° 05 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS / MOBILIER
- Lot N° 06 : REVETEMENTS SOLS ET MURS / PEINTURE
- Lot N° 07 : ELECTRICITE - COURANT FORTS / COURANTS FAIBLES
- Lot N° 08 : PLOMBERIE / CHAUFFAGE / VENTILATION

1.8 CLAUSES D'INSERTION SOCIALE

Les entreprises (cf. lots concernés) devront réaliser une action d'insertion sociale qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Le détail des conditions d'exécution à caractère social est indiqué dans le CCAP.

1.9 HYPOTHESES DE CALCUL

Commune : Cannet des Maures

Altitude projet : Entre 78.50 et 79.00 NGF en moyenne

1.9.1 SURCHARGES CLIMATIQUES

- Vent : région 2 site normal
- Neige : zone A2 - Altitude inférieure à 200m
 - Zone A2 (Altitude <200m)
 - $S_k = 0.45 \text{ kN/m}^2$
 - $s_{Ad} = 1.00 \text{ kN/m}^2$

1.9.2 CHARGES D'EXPLOITATIONS

Les charges d'exploitation sont celles édictées dans la norme NFP 06-001 selon la destination des locaux. Aucune loi de dégression des charges n'est à appliquer.

- | | |
|-------------------------------------|--|
| - Chambres et espace de vie | 150 Kg/m ² |
| - Bureau proprement dit | 250 Kg/m ² |
| - Salle de télévision | 350 Kg/m ² |
| - Circulations et escalier | 250 kg/m ² |
| - Combles non aménagés | 150 kg/m ² + charge du matériel technique |
| - Chaufferie et espace stockage ECS | 1000 kg/m ² ou charge du matériel |

Les charges d'exploitation ne comprennent pas les charges permanentes (faux plafond, chemin de câbles, équipements techniques, revêtements de sols...)

1.9.3 PARASISMIQUE

Les ouvrages sont situés en zone sismique 2, risques faibles, selon l'Eurocode 8 entrant en vigueur au 1^{er} mai 2011.²

- Zone 2 de faible sismicité
- $a_{gr} = 0,7 \text{ m/s}^2$
- Catégorie d'importance III avec un coefficient d'importance de 1,2

Conformément à l'art 5 du décret du 14 mai 1991, les règles parasismiques sont applicables aux surélévations et créations de surfaces nouvelles des bâtiments existants, ainsi qu'aux modifications importantes des structures des bâtiments existants, ce n'est pas le cas du projet de réhabilitation des 2 bâtiments.

Dispositions parasismiques à respecter pour le dimensionnement des auvents métalliques (fondations et structure)

2 - IDENTIFICATION DE L'OPERATION

2.1 CARACTERISTIQUES DU SITE

2.1.1 SITE / ETAT DES LIEUX

L'entreprise titulaire du lot n°01 Gros Œuvre fera réaliser par un huissier en début de chantier un état des lieux.

2.1.2 CONTRAINTES

Le projet se situe dans un site militaire. Les entreprises seront contraintes de respecter les procédures de gestion des accès du personnel et des véhicules. Les horaires de travail devront être rigoureusement respectés de même que les périodes de fermeture de la base.

Toutes les précautions nécessaires devront être prises pour les approvisionnements par les voies publiques et les demandes réglementaires effectuées.

L'accès chantier devra être défini sur le Plan d'Installation de Chantier, en concertation avec le coordonnateur SPS, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage.

3 - AVERTISSEMENT

Le présent descriptif a pour but de faire connaître le programme général de construction et le mode de bâtir. Chaque entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux éléments qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les plans et C.C.T.P. Il est expressément stipulé que ces descriptions et indications n'ont pas de caractère limitatif et que les entrepreneurs devront prévoir tous les travaux de leurs spécialités nécessaires au parfait achèvement des travaux.

En conséquence, chaque entrepreneur ne pourra en aucun cas, arguer des erreurs ou omissions aux plans et C.C.T.P. pour se dispenser d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux et installations.

4 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Chaque entrepreneur est réputé, pour l'exécution des travaux, avoir préalablement à la remise des offres :

- Pris pleine connaissance du plan de masse, de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que du site, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance, de leurs particularités.
- Avoir pris connaissance des lieux, de toutes les conditions physiques et de toutes sujétions relatives aux lieux des travaux et accès et aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transport, lieu d'extraction des matériaux, ressources en main d'œuvre, énergie électrique, eau, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, voisinage, etc.)

- Contrôlé toutes les indications des documents de consultation, notamment celles données par le C.C.T.P., les plans et dessins, recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'Œuvre, et également pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public.
- Chaque entrepreneur aura à sa charge l'ensemble des études d'exécution et de dimensionnement pour l'ensemble des lots. Le dossier DCE ne pouvant en aucun cas être utilisé comme tel. Pour ce faire, il réalisera l'ensemble des investigations nécessaires.

5 - QUALITE DES TRAVAUX

Les ouvrages doivent être d'excellente qualité, conformes en tous points aux règles de l'Art, exempts de toutes malfaçons et présenter toute la perfection souhaitée. S'ils ne satisfont pas à ces conditions, ils sont refusés, démolis et remplacés aux frais de l'Entrepreneur concerné.

L'entreprise est également responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, des fautes et malfaçons commises par ses agents ou ouvriers dans la fourniture et l'emploi de matériaux.

6 - QUALITE ET MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX ET FOURNITURES

La qualité, la façon et la mise en œuvre des fournitures et matériaux doivent être conformes aux stipulations contenues dans les différentes pièces du Marché. Elles doivent satisfaire aux dispositions des normes françaises homologuées. L'entrepreneur est tenu de produire toutes justifications de provenance et de qualité de matériaux, et de fournir tous les échantillons qui lui seraient demandés en vue des essais imposés dans chaque cas particulier par le C.C.T.P.

Les fiches techniques seront remises pour visa en papier et PDF lors de la présentation des échantillons ou choix de matériaux pour visa de la Maîtrise d'œuvre en vue de la constitution du DOE.

7 - ECHANTILLONS ET PROTOTYPES / CELLULES TEMOINS

Sur simple demande du Maître d'œuvre, les entrepreneurs doivent fournir les échantillons, modèles ou spécimens de tous les matériaux, appareils ou équipements devant être utilisés pour l'exécution de leurs travaux et répondant aux prescriptions des pièces du marché.

Ces échantillons seront présentés avec leur environnement immédiat et totalement équipés y compris équipés des ouvrages connexes fournis par un autre corps d'état.

Ces prototypes et échantillons seront modifiés autant que de besoin jusqu'à l'accord définitif du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle. L'ensemble des prototypes et échantillons sera conservé durant toute la durée du chantier et stocké en un lieu d'accès aisé.

Les fiches techniques seront remises pour visa en papier et PDF lors de la présentation des échantillons ou choix de matériaux pour visa de la Maîtrise d'œuvre en vue de la constitution du DOE.

8 - PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES COMMUNES A TOUS LES CORPS D'ETATS

L'entrepreneur est toujours tenu de respecter, dans l'exécution de ses travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires dans la mesure où ils concernent ses travaux, dont notamment les suivantes :

- Code civil ;
- Code de la construction et de l'habitation ;
- Code du travail ;
- Règlement national d'Urbanisme (RNU) ;

- Règlement sanitaire départemental et/ou national ;
- Réglementations sécurité incendie ;
- Textes relatifs à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers ;
- Réglementations acoustiques, dont NRA ;
- Textes relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Textes concernant les déchets de chantier ;

- Législation concernant les travaux de désamiantage ;
- Règlements relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) ;
- Cahier des Charges DTU et les règles DTU, ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou erratum ;
- Cahier des Prescriptions provisoires ou Techniques isolées, éditées par le CSTB, ayant valeur de
- Cahiers des Charges DTU ;
- Les normes Françaises de l'AFNOR ;
- Les normes Européennes ; EUROCODES
- Le répertoire des éléments et ensembles fabriqués du bâtiment (REEF) ;
- Règles professionnelles et Avis techniques du CSTB ;
- Arrêtés du Préfet du Département ;
- Les lois, arrêtés, décrets, relatifs à la protection des bâtiments contre l'incendie, à l'isolation phonique et thermique plus particulièrement (sans que cette liste soit limitative) et à tout autre texte réglementaire et législatif ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

NOTA : Bien que ces documents ne soient pas joints, ils sont sensés être connus des entrepreneurs et font partie intégrante des pièces contractuelles du marché.

L'entrepreneur sera donc tenu de s'y conformer. Dans le cas où les ouvrages décrits pourraient différer ou comporter des indications opposées à celles des normes citées, l'entrepreneur devra toujours en informer le Maître d'Œuvre.

9 - ETUDE GENERALE ET DOCUMENTS DU PROJET

9.1 CONSTITUTION DU DOSSIER TECHNIQUE DE CONSULTATION

Se référer aux CCTP qui décrivent les prestations détaillées à réaliser.

9.2 NATURE DES PRIX

L'entreprise s'engage sur un montant global et forfaitaire pour la réalisation des travaux faisant l'objet du présent appel d'offres.

L'entreprise remet une DPGF.

Les quantités d'ouvrage sont renseignées par l'entreprise et restent sous sa responsabilité : les quantités figurant dans le DPGF sont données à titre indicatif.

9.3 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Les CCTP ont pour objet de faire connaître le programme général des travaux et de définir leur mode d'exécution. Ils n'ont aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, l'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le CCTP contractuel.

9.4 DOCUMENTS CONTRACTUELS DE REFERENCE

Obligations contractuelles

Seront documents contractuels pour l'exécution des présents marchés, tous les documents énumérés ci-dessous :

- Les documents DTU et les documents ayant valeur de DTU devenus CCTG approuvés par décret et figurant sur la liste des fascicules interministériels CCTG
- Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste
- Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages
- Toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

9.5 CONNAISSANCE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

L'entrepreneur devra, dans l'exécution des prestations de son marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc., connus à la date de la consultation ou à défaut celle découlant des clauses du CCAG.

9.6 REGLEMENTATIONS GENERALES

Dans un but d'harmonisation européenne, et afin de pouvoir être reconnus par les autres États de la Communauté européenne, les documents techniques unifiés (DTU) prennent progressivement le statut officiel de normes. Ces DTU à statut de normes sont précisés dans les CCTP des différents lots. Les normes EN connues sont visées dans les CCTP.

9.7 MATERIAUX ET PRODUITS HORS DOMAINE D'APPLICATION DTU

Pour les matériaux et procédés " non traditionnels " ou " innovants " qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis technique ;
- Agréments européens ;
- Ou, à défaut, aux règles et prescriptions de mise en oeuvre du fabricant.

Les procédures ATEX sont refusées.

9.8 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

L'entrepreneur est tenu de respecter la Circulaire 73.178 du 5.10.1973 et l'Arrêté du 19.12.1975 : classification des matériaux, éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu, définition des méthodes d'essais.

9.9 REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION

Code de la Construction et de l'habitation du 31.05.1978.

- Articles R.123.1 à R. 123.55
- Articles R.152.4 et R.152.5

9.10 ISOLATION THERMIQUE / PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES

L'entrepreneur devra tenir compte des caractéristiques thermiques et énergétiques du bâtiment et des préconisations des CCTP. Se référer à l'Etude Thermique

9.11 NOTICE ACOUSTIQUE

L'entrepreneur devra tenir compte des performances acoustiques indiquées dans la notice acoustique.

9.12 REGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE DES OUVRIERS

Le règlement sanitaire départemental type, annexé à la circulaire du 09.08.1978 du Ministère de la Santé et de la Famille, et modifié.

Sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Sauf dans le cas d'intervention d'un seul entrepreneur sur toute la durée du chantier, un coordinateur interviendra. Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers. Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

À ce sujet, il est rappelé l'autorité du coordinateur sur le chantier : en cas de non-respect des règles définies au PGCSPPS et des PPSPS ne mettant pas en cause la vie d'autrui, le coordinateur pourra mettre en demeure l'entreprise de remédier aux manques constatés, copie sera transmise au maître d'ouvrage et au maître d'oeuvre.

Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé ci-dessus, le coordinateur en informera le maître d'ouvrage par écrit, qui statuera sur l'arrêt ou non de l'entreprise.

En cas de risque grave et immédiat, le coordinateur aura autorité pour arrêter une entreprise si les règles de sécurité définies dans le PGCSPPS, mettant en cause directement la vie des ouvriers, des usagers de la route ou des riverains, n'est pas respectée.

Le coordinateur disposera alors d'un délai de vingt-quatre heures pour donner son feu vert de redémarrage des travaux après examen des mesures prises par l'entreprise.

Le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les organismes associés (CRAM, inspecteur du travail, OPPBTP) et le contrôle extérieur si nécessaire seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de l'entreprise par fax, de tout arrêt des travaux, précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Dans ces deux cas, une mention sera effectuée dans le registre journal.

Sécurité des ouvriers contre les chutes

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer, dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler sur la toiture, conformément à la réglementation en vigueur :

- Décret 2004-924 du 01 septembre 2004 et incéré dans le nouveau Code du Travail livre IV en 2008 ;
- DTU n° 43.3 - Annexe B.

9.13 VERIFICATION DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

L'entrepreneur est tenu, avant toute exécution, de vérifier tous les documents graphiques qui lui seront remis.

Il signalera en temps utile au Maître d'Œuvre, les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage auquel ces ouvrages sont destinés.

En cas d'erreurs, d'insuffisance de cotes, l'entrepreneur devra en référer au Maître d'Œuvre qui fera lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans. L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs, ainsi que des modifications qu'entraîneraient un oubli ou l'inobservation de cette clause.

Les plans de détails établis à plus grande échelle, prévaudront sur les autres.

10 - REMISE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

10.1 DOCUMENTS D'EXECUTION / RELEVES IN SITU

L'entrepreneur doit prendre en compte, dans le cadre de son offre, l'ensemble des études d'exécution pour l'ensemble des prestations et notamment : structure, VRD, chauffage, ventilation, plomberie, électricité, etc. Ces études devront être exécutées par des BET spécialisés si l'entreprise n'en a pas les compétences.

Avant toute exécution, l'entrepreneur est tenu de soumettre ses plans, épures d'exécution, notes de calculs et notices explicatives au visa de la maîtrise d'oeuvre et du bureau de contrôle.

Tout changement imposé par le Maître d'Oeuvre et le Bureau de Contrôle, à quelque moment que ce soit, ne pourra changer en rien le prix de la soumission de l'entrepreneur, si l'entreprise ne présente pas en temps utile les objections écrites et motivées.

Si l'entreprise omet de soumettre au Maître d'Oeuvre les documents visés au présent article, elle est entièrement responsable des conséquences de ces omissions.

Elle est également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive nécessitée par leur mise au point.

L'entreprise a une obligation de relevés in situ avec prise de côtes avant établissement de documents d'exécution et mise en fabrication. Si la maîtrise d'oeuvre constate qu'une absence de relevés a entraîné la réalisation d'un ouvrage non-conforme, elle est en droit de demander à l'entreprise de refaire entièrement sa prestation.

10.2 DOCUMENT DE DEMARRAGE DE CHANTIER

10.2.1 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Dans un délai de 15 jours suite à la réception de l'Ordre de Service de préparation de chantier, l'entreprise du lot n°01 GROS ŒUVRE doit élaborer en relation avec le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre le plan d'installation de chantier. Chaque entreprise remet ses besoins au titulaire du lot n°01 GROS ŒUVRE qui finalise le Plan d'Installation de Chantier.

L'installation, la maintenance et le fonctionnement de tous ces équipements sont à charge de l'entreprise titulaire du lot N°01 GROS ŒUVRE

10.2.2 PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Se référer au PGC

10.2.3 PLANNING DES TRAVAUX

Se référer au Planning Prévisionnel DCE. Chaque entrepreneur remettra à l'OPC ses délais d'exécution sous forme de calendrier détaillé des travaux.

10.2.4 PLANS D'EXECUTION DES OUVRAGES

Se référer au CCAP

10.2.5 ECHANTILLONS ET SPECIMENS

Les échantillons et spécimens souhaités sont indiqués dans les CCTP.

10.2.6 MISSION DE SYNTHESE / BIM

Sans Objet.

11 - TABLEAU DES INTEMPERIES

L'entrepreneur titulaire du lot n°01 « Gros œuvre » devra tenir à jour et faire viser aux rendez-vous de chantier, un tableau sur lequel seront inscrites températures et intempéries. Validation trimestrielle par bulletin météo obligatoire sous peine de nullité. Le tableau des intempéries sera validé sur le compte rendu OPC.

12 - DOCUMENTS DE CHANTIER

Les entrepreneurs fourniront un exemplaire de l'ensemble des documents suivants :

- Documents contractuels
- Plans et documents d'exécution tenus à jour

Ces documents resteront au bureau de chantier, à la disposition du Maître d'Oeuvre. Ces documents pourront être consultés aux rendez-vous de chantier.

13 - RELATIONS AVEC LES SERVICES OFFICIELS ET COMPAGNIES CONCESSIONNAIRES

Les entrepreneurs doivent se mettre en rapport avec tous les services intéressés et en obtenir tous renseignements utiles pour l'exécution de ses travaux.

Ils doivent se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou des organismes désignés par eux (Consuel par exemple). Ils doivent fournir tous les documents, toutes les pièces justificatives demandés. Il devra :

- Obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures.
- Transmettre au Maître de l'Ouvrage, tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de ses contacts et qui concernent, soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations.
- Obtenir tous les certificats de conformité utiles et régler tous les frais nécessaires pour les opérations de contrôle ou de vérification, signaler aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions.

Les entrepreneurs doivent au moment opportun, de leur propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents, afin d'obtenir en temps voulu, la mise en service des installations. Les accords et autorisations administratives sont entièrement à la charge des entreprises.

Obligation d'établissement des DICT pour le lot N°02 Gros Œuvre.

14 - ASSURANCES

14.1 DELAIS DE GARANTIE / GARANTIE PARTICULIERE / ASSURANCES

Se reporter au CCAP.

15 - DIVERS

15.1 DEPENSES D' INTERET COMMUN – COMPTE PRORATA

Les dépenses d'intérêt commun et le compte inter-entreprises seront traités selon les dispositions de la norme NF P 03-001. L'entreprise titulaire du lot principal (lot n°01 Gros œuvre), aura à sa charge la gestion du compte inter-entreprises et du compte prorata. **Les dépenses communes concernent la gestion des déchets (bennes pour tri des déchets et évacuation en décharge) et le nettoyage des cantonnements. Les frais de consommations d'eau et d'électricité ne seront pas intégrés aux dépenses communes.** Se référer au CCAP.

15.1.1 DEFINITIONS

Lorsque plusieurs entrepreneurs, ayant ou non un lien juridique entre eux, concourent à la réalisation d'un même ouvrage, certains d'entre eux sont amenés à exposer des dépenses dans l'intérêt commun. Ces dépenses sont couvertes par le prix du marché.

15.1.2 IMPUTATIONS

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus au descriptif et qui ne sont pas affectés par l'Annexe A de la présente norme sont inscrites à un compte spécial dit "compte inter-entreprises", géré et réglé comme il est dit ci-dessous. (Annexe A applicable selon la norme NFP03-001 aux bâtiments neufs, définit les dépenses qui sont mises à la charge d'un lot déterminé et celles qui doivent être portées au compte prorata du chantier).

Ne constituent en aucun cas des dépenses d'intérêt commun les fournitures ou ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage et qui auraient été omis dans les documents du marché.

15.1.3 GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE INTER -ENTREPRISES

Une convention particulière est à soumettre, copie de cette convention est adressée pour information au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte inter-entreprises.

Quinze jours après la Réception des travaux l'entreprise transmet au Maître d'œuvre le quitus du compte inter-entreprises annexé au projet de Décompte Final.

15.2 PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra implicitement :

- Toutes les installations de chantier propres à ses prestations ;
- La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution dans les cas où ils sont à leur charge selon CCAP ;
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux ; **Les grues sont interdites.**
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc. dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de ses travaux et les nettoyages après travaux ;
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans "comme construit" pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- La remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc. nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- La quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte inter- entreprises, le cas échéant
- Et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

15.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé, par le fait d'avoir remis son offre :

- Avoir pris une parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.
- En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

15.4 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ETAT

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre les entreprises :

- Chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires ;
- Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble ;
- Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

A l'exécution des ouvrages, aucun entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

15.5 TRAITS DE NIVEAU

Au fur et à mesure de l'avancement de la construction, le titulaire du lot n°01 Gros œuvre devra à ses frais :

- Porter, à l'extérieur sur les façades, le niveau + 1,00 m fini du premier niveau ;
- Porter, à l'intérieur sur les murs et cloisons bruts et après l'exécution des enduits, le niveau + 1,00 m fini au-dessus de tous les planchers, et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire et à tous les emplacements nécessaires aux autres corps d'état.

Il est bien spécifié que ces traits de niveau seront à tracer par le titulaire également après exécution des enduits plâtre ou enduits minces exécutés par d'autres corps d'état.

Interdiction de marquer à demeure le trait de niveau en façade

16 - DOCUMENTS DONNANT LES CARACTERISTIQUES DES TRAVAUX EXECUTES

En fin de chantier, à la réception, l'entrepreneur fournira l'ensemble des DOE (nombre et nature selon CCAP) constitués des éléments suivants :

- Fiches techniques et procès-verbaux des matériaux et matériels.
- Plans des ouvrages exécutés avec mention «DOE».
- Les entrepreneurs des lots Plomberie, Chauffage, Rafrachissement, Ventilation, Electricité, fourniront les schémas d'installation avec indications des appareils et équipements (robinets, interrupteurs, etc.).
- Notices en traduction française s'il y a lieu, de fonctionnement et d'entretien.
- Liste de l'ensemble des équipements, en vue de leur remplacement éventuel, indiquant la désignation exacte, le nom et l'adresse des fournisseurs.
- Tous les documents constituant les DOE seront remis en 4 exemplaires papier dont 1 reproductible (1 exemplaire destiné au Maître d'œuvre, les 2 autres et le reproductible au Maître d'Ouvrage).

17 - COORDINATION - ORGANISATION MATERIELLE ET COLLECTIVE DU CHANTIER

17.1 COORDINATION DES TRAVAUX / OPC

Cette mission est à la charge de PROJECTS.

Les tâches seront plus particulièrement les suivantes :

- Etablissement des listes et des calendriers dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché.
- Tenue à jour de la nomenclature et du dossier des plans "bon pour exécution" ainsi que la liste des échantillons approuvés.
- Pointage des calendriers.
- Contrôle des engagements et des accords des différents intervenants ayant une incidence sur les délais.
- Relances des entreprises et autres intervenants et vérification des moyens.
- Actions correctives et planification des rattrapages des retards. Recalage des calendriers.
- Bilan général mensuel d'avancement et de respect des délais : Visa de l'avancement des situations.
- Elaboration du calendrier de finition des travaux, des opérations préalables aux réceptions, des levées de réserves.
- Rapport de fin de chantier.
- Contacts avec les organismes extérieurs et concessionnaires.
- Organisation et animation des réunions hebdomadaires de coordination, diffusion des compte-rendus.
- Participation aux rendez-vous de chantier.

17.2 HYGIENE ET SECURITE DE TRAVAIL

Conformément à la loi 93.1418 du 31.12.93 et au décret 94.1159 du 29.12.94 et au CCAP, la réalisation des travaux est soumise à la présence d'un coordonnateur sécurité santé dont le rôle sera de :

- Elaborer et tenir à jour le plan général de coordination
- Procéder avec chaque entreprise à une visite préalable du chantier
- Préciser aux entreprises les consignes de sécurité santé
- Examiner et harmoniser les PPSPS
- Veiller à la mise en oeuvre des principes de prévention
- Organiser et contrôler la coordination des activités
- Prendre les dispositions pour le contrôle des accès de chantier.

- La tenue d'un registre journal par le coordonnateur.
- La constitution d'un dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage remis sous procès-verbal par le coordonnateur au maître d'ouvrage à la réception de l'ouvrage.
- Elaboration par l'entreprise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé et remise au coordonnateur et au maître d'ouvrage dans un délai de trente jours à compter de la notification du marché.

17.3 ACCES EXISTANT

Durant toute la durée des travaux, l'accès existant devra être maintenu et demeurer libre de tout encombrement 24h/24.

17.4 CHARTRE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

Sans objet.

17.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER

17.5.1 GENERALITES

Les clôtures de chantier (à la charge du lot n°01 Gros Œuvre) seront maintenues en état durant toute la durée des travaux et suivant l'organisation des travaux.

Ces dispositions qui sont imposées présentent un minimum de protection. Il conviendra à l'entrepreneur titulaire du lot 01 de les compléter suivant les instructions du Maître d'ouvrage, du Maître d'Œuvre et du coordonnateur SPS.

17.5.2 RECEPTION PREALABLE DES ABORDS ET VOIRIES

Pour les abords, livrés en parfait état de propreté, un procès-verbal de prise en charge sera dressé, précisant l'état exact des lieux qui est remis à l'Entrepreneur titulaire du lot 01 Gros Œuvre à l'ouverture du chantier.

Ce procès-verbal est établi à partir d'un constat d'huissier à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot 02 qui porte notamment sur l'état des existants qui seront à restituer.

17.5.3 UTILISATION ET ENTRETIEN DES VOIRIES

L'entrepreneur titulaire du lot n° 01 Gros œuvre aura à prendre toutes dispositions auprès des Services concernés par la circulation, afin d'obtenir les diverses autorisations de modifications, de voiries, d'accès chantier, et devra en tenir compte dans l'ordonnancement du chantier, y compris l'entretien des marquages au sol et des panneaux de signalisation, et cela de manière interactive.

Les itinéraires poids lourds et engins de chantier, tant pour les approvisionnements que pour l'évacuation des déblais, sont sous le contrôle du contrôleur SPS en fonction des impératifs.

L'entreprise du lot 01 a à sa charge l'établissement et l'entretien, sur les voies ouvertes à la circulation, au droit des entrées et sorties de chantier, de la signalisation routière indispensable. A sa charge aussi le nettoyage des abords et chaussées de part et d'autre du chantier. L'entretien doit être effectué pendant la durée des travaux TCE.

Tout manquement de l'entrepreneur à ces obligations entraîne de plein droit, après constatation et mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 heures :

- La fermeture des accès de chantier
- Le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation par une entreprise au choix du maître d'oeuvre, aux frais et dépens de l'entreprise du lot n°01.

17.5.4 LIBERATION DES EMPRISES DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES VOIRIES

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, chaque entrepreneur procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition.

La libération des abords et la remise à la circulation des voies feront l'objet d'un procès-verbal de constat d'état des lieux contradictoirement entre l'entrepreneur, le maître d'oeuvre, le maître d'ouvrage.

17.5.5 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES CONCERNANT LES VOIRIES

L'installation de chantier est à la charge de l'entreprise du lot principal (lot n°01). L'entreprise devra établir un plan d'installation de chantier, en accord avec toutes les entreprises intervenant sur le chantier et conforme aux dispositions du planning.

Ce plan sera soumis à l'approbation du maître d'œuvre et du coordinateur d'hygiène et sécurité. Après approbation, les entreprises seront autorisées à procéder à l'installation du chantier.

L'entreprise lot 01 prendra à sa charge les éléments qui suivent, récapitulés dans un plan qui précisera les différentes phases de travaux et toute évolution des éléments suivants :

- la clôture de chantier et ses déplacements éventuels à l'évolution des travaux,
- Les accès chantier et salle de réunion,
- L'implantation de moyens de levage, (grue interdite)
- les zones de stockage et accès pour approvisionnement,
- L'implantation des salles de réunion et baraques d'entreprises (dépôts et cantonnement du personnel),
- L'implantation des vide-gravois, bennes à déchets et goulotte,
- Les réseaux d'éclairage extérieur et intérieur.
- Protection efficace des végétaux en place pendant toute la durée du chantier
- Les charges temporaires de voirie et de police

Les entreprises assureront toutes responsabilités sur son usage, notamment en matière de sécurité.

17.5.6 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Installations de chantier rendues obligatoires par les lois et décrets du code du travail

- loi n° 93 1418 du 31/12/93
- décret n° 94 1159 du 26/12/94
- décret n° 95 543 du 04/05/95 (R 4532-77 à R 4532-94 du nouveau Code du Travail applicable depuis 2008 livre IV)
- Art R 4528-1 à 37

17.5.6.1 AIRES DE STOCKAGE

Elles seront implantées sur le plan d'installation de chantier, en fonction des besoins de toutes les entreprises et des possibilités du terrain suivant phasage.

L'entreprise du lot principal assurera, à ses frais, la clôture, l'entretien, la remise en état du sol, les déplacements en cours de chantier des aires qui sont affectées.

L'entreprise ne peut élever aucune réclamation au cas où il ne serait pas possible de lui affecter une aire de stockage sur le site du chantier. Elle fera son affaire de toute solution de remplacement dont elle informera le Maître d'œuvre. Le plan d'installation de chantier sera fourni par le titulaire du lot n°01.

17.5.6.2 SALLE DE REUNION

Une salle de réunion sera aménagée par l'entreprise du lot n°01 Gros oeuvre (localisation à définir avec le contrôleur SPS et le Maître d'œuvre).

Elle comportera obligatoirement :

- Salle de réunion dimensionnée et équipée comme suit :
 - une table de réunion modulable permettant à 20 personnes de se tenir assises en périphérie
 - le nombre de chaises suffisant (20 chaises) empilables
 - une armoire fermant à clés
 - l'affichage de l'ensemble des plans du projet et leur maintien en état de consultation pendant toute la durée du chantier ainsi qu'un exemplaire de ces plans conservés en classeur
 - l'ensemble des pièces écrites CCTP et DPGF des différents lots en classeur avec intercalaire de consultation pour chaque lot et maintenu en état de consultation pendant toute la durée du chantier
- le chauffage, climatisation et éclairage de la salle de réunion : éclairage commandé par horloge.
- des casques en nombre suffisant pour les différents intervenants autres que les entreprises
- tableau d'affichage, casiers pour diffusion du courrier des entreprises, tableau blanc.
- Au regard du COVID respect du guide OPPBTP en vigueur avec notamment un nettoyage quotidien, un point d'eau extérieur, poubelle et gel hydro alcoolique dans la salle de réunion (à la charge du lot n°01)

Nota : cette salle de réunion sera maintenue propre pendant toute la durée du chantier (compte inter entreprises) et sera notamment nettoyée préalablement à chaque réunion de chantier. Elle portera l'indication clairement lisible : « Interdiction de fumer ».

17.5.6.3 CANTONNEMENTS DU PERSONNEL :

- Prestation à la charge du lot n°01
- Conforme aux prescriptions du PGC (pièces établies par le coordinateur SPS)
- Les entreprises veilleront au confort de ces installations (isolation thermique et phonique, chauffage, etc.)
- Ces installations seront installées dans l'enceinte du chantier et amenées à être déplacées éventuellement selon phasage :
 - Cantonnements pour un personnel totalisant 30 personnes
 - des vestiaires équipés d'armoires et une zone réfectoire
 - 1 défibrillateur
- Nettoyage de ces cantonnements à la charge du lot n°01.

17.5.6.4 ARMOIRE ECHANTILLONS / MAITRISE D'OEUVRE

Il sera installé, par l'entreprise du lot n°01 Gros œuvre, une armoire à échantillons, fermant efficacement à clé, permettant de recevoir, au fur et à mesure de leur présentation, tous les échantillons nécessaires au Maître d'œuvre pour proposer au Maître d'Ouvrage les matériaux à mettre définitivement en oeuvre.

17.5.6.5 PANNEAU DE CHANTIER / PANNEAU DE COMMUNICATION

La pose (et le démontage) du panneau de chantier de 2 m X 3 mH est à la charge du lot n°01.

Le panneau comportera les indications suivantes :

- Nature de l'opération et durée probable du chantier + texte explicatif complémentaire que pourrait souhaiter le Maître d'ouvrage, logo et toutes autres informations.
- Maîtrise d'ouvrage,
- Maîtrise d'oeuvre,
- Entreprises
- Bureau de contrôle,
- Coordonnateur sécurité, protection de la santé.

17.5.6.6 GARDIENNAGE

Sans Objet.

17.5.6.7 ALIMENTATION DU CHANTIER

L'entreprise titulaire du lot n°01 Gros œuvre aura à sa charge, l'ensemble des réseaux d'alimentation en eau, en électricité du chantier et le raccordement en assainissement du chantier.

Il sera prévu à la charge de l'entreprise titulaire du lot n°01 Gros œuvre :

- Demande de branchement du compteur chantier Tarif Jaune
- Mise en place du coffret de coupure
- Fourniture du tableau général électrique de chantier, judicieusement implanté
- Alimentation depuis le tableau général électrique avec :
 - départs pour les cantonnements.
- Il sera prévu des protections dans le coffret général chantier pour les départs des TD secondaires chantier à la charge du lot 07 Electricité (2 coffrets par niveau pour chaque bâtiment soit 20 coffrets).
- Installation de signalisation de la sécurité du chantier vis à vis de l'établissement
- Installation d'un éclairage des extérieurs pendant toute la durée du chantier TCE.

Le raccordement électrique se fera, selon le phasage, tout d'abord depuis le BCC 005 puis depuis le BCC 004.

- Mise en place d'un réseau d'eau pour alimentation du chantier comprenant :
 - Compteur EF général (le lot 01 demandera au concessionnaire la mise en place du compteur) raccordé sur conduite existante avec nourrice de distribution comportant à minima 3 départs. Y compris toutes sujétions de calorifugeage pour éviter le gel, et de mise en terre si nécessaire
 - réseau PE bande bleu sous fourreau aérien avec 3 attentes robinet de barrage.
 - Exécution des branchements provisoires d'eaux usées et d'eaux pluviales.

Le raccordement en eau se fera, selon le phasage, tout d'abord depuis le BCC 005 puis depuis le BCC 004.

17.5.6.8 IMPUTATION DES DEPENSES

Dépenses de consommations (eau, électricité, etc...) gérées par l'entreprise titulaire du lot n°01 Gros œuvre. Les dépenses ne seront pas intégrées au compte prorata. Le nettoyage des cantonnements pendant toute la durée du chantier sera intégré au compte prorata.

17.5.6.9 ALARME CHANTIER

Sans objet.

17.5.6.10 DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE

La mise en oeuvre et l'entretien du réseau d'énergie électrique du chantier sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot Gros oeuvre. Ces installations devront être réceptionnées par un bureau de contrôle agréé aux frais de l'entreprise titulaire du lot Gros oeuvre.

17.5.6.10.1 Composition

Ces installations sont à raccorder sur réseau ENEDIS avec comptage. Les demandes de raccordement sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot Gros oeuvre.

- Un réseau basse tension alimentant les installations extérieures à la charge du lot n°01 Gros oeuvre
 - bureaux
 - sanitaires de chantier
 - cantonnements
 - éclairage des zones de circulations, stockage
 - etc.

17.5.6.10.2 Tableaux de distribution et de répartition

Ces tableaux se présentent sous la forme de coffrets étanches et comportent chacun :

- des prises triphasées de 30 A
- des prises monophasées de 16 A pour l'éclairage
- 5 x 2 prises monophasées de 16 A pour les besoins des entreprises

Chacune de ces prises ou groupe de 2 prises est protégée par un disjoncteur différentiel.

Ces tableaux sont à la charge du lot n° 07 Electricité

17.5.6.10.3 Eclairage des locaux

L'éclairage sera assuré en 220 volts et réalisé de telle sorte qu'il soit possible d'accéder à tous les locaux ;

L'entreprise titulaire du lot n°07 Electricité a, à sa charge, la mise en place des câbles et appareils d'éclairage au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

17.5.6.10.4 Imputation des dépenses

Entretien réseau basse tension alimentant installations extérieures : à la charge du lot n°01 Gros œuvre

Entretien tableaux divisionnaires : à la charge du lot n°07 Electricité

Entretien et matières consommables :

L'entretien des installations ainsi que la fourniture et le remplacement des matières consommables (ampoules, ...) sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot n°07 Electricité

17.5.6.10.5 Déplacement suivant phasages

Les déplacements de tout ou partie de ces installations sont assurés par les lots Gros Œuvre (installations extérieures) et Electricité (installations intérieures)

17.6 SECURITE SUR CHANTIER

L'entreprise titulaire du lot n°01 Gros œuvre est tenue d'assurer l'ordre et la propreté du chantier ainsi que la sécurité réglementaire, aussi bien vis-à-vis des tiers que du personnel travaillant sur le chantier. Les zones de travaux devront être parfaitement signalisées et interdites au public, l'entreprise titulaire du lot 01 prenant à cette fin toutes dispositions utiles (mise en place de platelage, garde-corps en bordure de fouilles, etc.).

L'entreprise du lot 01 aura également à sa charge :

- Etablissement des clôtures (barrières HERAS) et panneau de chantier (fourniture, pose, entretien, adaptations et démontage en fin de chantier d'un panneau de chantier avec indication de tous les lots selon modèle du maître d'ouvrage largeur 2 mètres, hauteur 3 mètres) et ceux établis en conformité avec l'article R 8221-1 du Code de travail.
- Entretien des clôtures de chantier, leurs modifications et compléments pour les besoins du chantier tous corps d'état et leur démontage et évacuation en fin de chantier. Y compris le déplacement de ces clôtures si le phasage l'impose.
- Réalisations des protections collectives (pour les infrastructures et superstructures béton) telles que : trémies, vide, sur planchers et dallage, rives de toitures, rives de terrasses et à maintenir en place - étanchéité toitures béton.
- Fermeture du chantier :
 - La fermeture du chantier sera assurée par le lot n°01 Gros œuvre pendant toute la durée des travaux TCE et ce jusqu'à la Réception des Travaux des 2 bâtiments.

17.7 NUISANCES DE CHANTIER

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire au maximum les nuisances de chantier, pour un chantier respectueux de l'environnement et des personnes" et la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier ;
- Les poussières générées ;
- La gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier ;
- Les salissures des voies publiques.

17.7.1 REJETS ACCIDENTELS

Le titulaire du lot n°01 Gros Oeuvre s'assurera de la tenue en bon état sur le chantier d'un kit de dépollution (traitement des déversements accidentels) et d'une bâche étanche mobile. Il sera formé à son utilisation et établira une fiche de non-conformité en cas d'utilisation qui sera transmise au Maître d'Œuvre.

Les sols souillés par des produits polluants seront évacués vers un lieu de traitement agréé.

17.7.2 PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

Les arbres, plantes, parterres de fleurs, haies et gazons seront protégés des agressions mécaniques et de la poussière. Les dispositions prévues sont précisées dans le chapitre Terrassement du dossier de consultation.

Pendant le déroulement du chantier l'entretien des espaces verts conservé sera poursuivi avec pour objectif de les mettre à disposition des futurs occupants dès leur arrivée.

Il sera établi une procédure traitant des pollutions accidentelles. En cas de pollution, non maîtrisée et non traitée, les autorités locales devront être informées dans les meilleurs délais.

17.7.3 LIMITATION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Les pistes de chantier pour les accès des véhicules de livraison seront réalisées en schistes ou équivalent, afin de limiter les salissures de boue à l'extérieur du chantier.

Des arrosages réguliers du sol, en période sèche, seront pratiqués afin d'éviter la production de poussières. L'eau utilisée sera celle récupérée après le lavage des outils et/ou la récupération d'eau de pluie.

Les mesures complémentaires suivantes seront observées :

- Les matériels de ponçage et de découpe seront munis d'un aspirateur.
- Les découpes de polystyrène expansé se feront obligatoirement au fil chaud pour limiter la « neige ».
- Les bennes à déchets légers ne permettront pas l'envol de poussières et de déchets (bennes fermées).
- Le déballage des matériaux devra se faire obligatoirement à proximité d'un moyen de collecte interne au chantier ou d'une benne appropriée.
- Les boîtes de réservation en polystyrène seront interdites.
- Tout feu sera interdit sur le chantier.

17.7.4 LIMITATION DE LA CONSOMMATION DE RESSOURCES

Les entreprises, dans le cadre de la convention prorata, mettront en place les moyens utiles à l'approvisionnement mesuré en eau et en énergie.

17.7.4.1 ELECTRICITE

- Des sous-comptages pour l'électricité sont à mettre en place pour suivre la consommation du chantier et des cantonnements.
- Un zonage des installations d'éclairage du chantier permettra une utilisation au plus juste de cette énergie. Seules les circulations seront éclairées en permanence, l'éclairage du reste du chantier se fera à l'aide d'appareils portatifs.
- L'éclairage provisoire du chantier devra être réalisé à partir de lampes basse consommation.
- L'alimentation des cantonnements de chantier sera géré par horloge programmable (coupure la nuit et week-end).
- Des ferme-portes seront mis en place sur toutes les portes des locaux chauffés du cantonnement de chantier.

17.7.4.2 EAU

- Des sous-comptages pour l'eau sont à mettre en place pour suivre la consommation du chantier et des cantonnements.
- Les systèmes de lavage des véhicules, de lavage des bennes à béton, de lavage des goulottes des toupies devront être conçus de façon à pouvoir réutiliser l'eau après décantation. La récupération d'eau de pluie pour le lavage des véhicules et des bennes bétons sera étudiée.
- L'alimentation générale du chantier devra être équipée d'un système de coupure contrôlé par une horloge pour limiter les fuites éventuelles la nuit.
- Les tuyaux d'eau devront être équipés de raccords rapides qui coupent l'eau automatiquement après déconnexion.
- Les lances des tuyaux d'eau seront équipées de système d'ouverture du jet par flexion.

17.7.4.3 CHAUFFAGE PROVISoire DE CHANTIER

- Dans la mesure du possible, le chauffage provisoire de chantier est à éviter.
- Dans le cas contraire, les appareils utilisés pour chauffer devront avoir des rendements élevés. Préférer des moyens de production centralisés.
- Avant de chauffer, le bâtiment devra être hors d'air (calfeutrement des trémies, réservations...). Des bâches au niveau les zones de travail seront mises en places si besoin.

17.8 TRAITEMENT DES DECHETS DE CHANTIER

Les déchets de chantier devront être gérés et enlevés par l'entreprise titulaire du lot n°01 Gros oeuvre d'une manière strictement conforme à la réglementation en vigueur. L'entreprise de titulaire du lot 01 devra gérer la collecte et le transport vers les filières de tri, d'élimination ou de valorisation des déchets.

Les dépenses seront réparties entre les entreprises concernées. La gestion des dépenses sera assurée par l'entreprise titulaire du lot 01. La gestion des déchets devra respecter les règles de tri sélectif.

Pour ce faire, les bennes devront être prévues, organisées et disposées de manière méthodique. Les rotations de bennes seront organisées suffisamment tôt pour éviter tout manquement au tri des déchets.

Les dispositions retenues pour l'organisation de la gestion des déchets seront soumises à l'approbation du C.S.P.S. et du Maître d'œuvre. Tous les déchets seront évacués en décharges contrôlées.

L'entrepreneur titulaire du lot 01 devra fournir au maître d'œuvre chaque mois l'ensemble des bordereaux de mise en décharge et de suivi des déchets de chantier accompagnant la situation mensuelle.

17.9 RESEAUX EXISTANTS

Le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre remettront à l'entreprise à titre indicatif un plan des réseaux enterrés existants.

Les entrepreneurs concernés devront procéder au contrôle de ce plan et matérialiser sur le terrain les différents tracés.

En l'absence d'un plan des réseaux enterrés, les entrepreneurs concernés seront tenus de prendre toutes dispositions pour connaître les réseaux enterrés éventuellement présents et leurs tracés par toutes méthodes de leur choix, dont notamment la consultation des différents concessionnaires pouvant être missionnés. Les entrepreneurs concernés établiront alors un plan de ces réseaux, et ils matérialiseront les différents tracés sur le terrain.

L'entrepreneur prendra les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux souterrains et aériens de toute nature, existantes en service et qui assurent le fonctionnement des bureaux. Il devra prévenir par lettre recommandée, quinze jours au moins à l'avance, les différents services ou compagnies intéressés du commencement de ces travaux afin de prendre les mesures en conséquence. Il devra les informer immédiatement des dégradations ou accidents pouvant survenir à leurs ouvrages. Obligation d'établissement des DICT pour le lot N°01 Gros Œuvre.

17.10 PRESTATIONS DIVERSES

17.10.1 NETTOYAGE DE CHANTIER

Le chantier devra être constamment tenu en état de propreté. Aussi, chaque entreprise devra quotidiennement, le nettoyage, la descente et l'enlèvement des déchets, provenant des travaux.

L'entreprise titulaire du lot 01 devra être sensible au tri des déchets et veiller à la mise en place de bennes ou tout autre moyen en quantité suffisante.

Chaque entreprise doit le nettoyage de ses zones d'intervention et d'une manière générale le ramassage de tous ses déchets.

Chaque corps d'état est tenu de nettoyer et d'évacuer ses déchets dans les bennes mises à disposition par le lot n°01 Gros œuvre.

En cas de négligence de la part d'une entreprise, qui est jugée défaillante par le coordonnateur SPS ou le Maître d'œuvre, une entreprise extérieure de nettoyage sera mandatée pour effectuer le nettoyage. Ces frais seront portés à la charge de l'entreprise défaillante.

Tout nettoyage complémentaire sera imputé à l'entreprise fautive.

17.10.2 NETTOYAGE FINAL

Le titulaire du lot 06 - Revêtements Sols et Murs - Peinture aura à sa charge les nettoyages de fin de chantier et de livraison en 2 phases comme suit :

Nettoyage OPR (Opérations Préalables à la Réception) - Nettoyage à effectuer avant les pré-réceptions, dans tous les locaux:

- balayage de l'ensemble de sols, décrottage des joints
- nettoyage de l'ensemble des sols : nettoyage ménagé effectué par l'intermédiaire de balai ménage, aspirateur et serpillière.
- nettoyage des menuiseries et des vitrages aux 2 faces, y compris grattage et nettoyage des pièces d'appui
- nettoyage des faïences avec lavage et essuyage
- nettoyage des appareils sanitaires, robinetteries et miroirs
- nettoyage des quincailleries, des appareillages électriques, des luminaires, des radiateurs
- époussetage des portes, plinthes, baies, etc.
- évacuation de tous les gravats

Nettoyage de LIVRAISON - Nettoyage à effectuer avant les réceptions des locaux :

- balayage et lavage sols, décrottage des joints
- nettoyage de l'ensemble des sols : nettoyage ménagé effectué par l'intermédiaire de balai ménage, aspirateur et serpillière
- nettoyage des menuiseries et des vitrages aux 2 faces, y compris grattage et nettoyage des pièces d'appui
- nettoyage des faïences avec lavage et essuyage
- nettoyage des appareils sanitaires, robinetteries et miroirs
- nettoyage des quincailleries, des appareillages électriques, des luminaires, des radiateurs
- époussetage des portes, plinthes, baies, etc.
- évacuation de tous les gravats
- balayage des terrasses extérieures
- enlèvement de tous les débris

Il est signalé que l'entrepreneur devra protéger les robinetteries et tubes chromés par l'application d'une couche de graisse de façon que ces parties ne soient pas détériorées par les vapeurs d'acide ou autres lors du nettoyage des revêtements ou carrelages.

L'entrepreneur sera tenu pour responsable des détériorations qui pourraient résulter de la non observation de cette prescription.

Les défauts de nettoyage, s'il y a lieu, sont réparés dans les 24 heures.

Les ouvrages qui auraient été détériorés pendant les travaux de nettoyage seront remis en état aux frais de l'entrepreneur responsable.

En cas de défaillance, le maître d'oeuvre pourra ordonner à tout moment et sans délai, après mise en demeure, le nettoyage de chantier aux frais et risques de l'entrepreneur.

17.10.3 CHAUFFAGE DE CHANTIER

Lorsque le chauffage provisoire des locaux des bâtiments est nécessaire pour la bonne marche des travaux, les frais y afférant, y compris sujétions diverses sont supportés par le compte prorata.

Si l'installation de chauffage du bâtiment est utilisée pour le chauffage de chantier, les conditions suivantes sont respectées :

- Le clos et le couvert des locaux à chauffer doivent être assurés avant toute mise en route de l'installation, ainsi qu'une alimentation en eau et en électricité propre à permettre son fonctionnement régulier.
- L'entrepreneur s'assure contre les risques et dommages de l'exploitation spéciale, de l'installation de chauffage, et atteste avant la mise en service, que les conditions techniques minimales pour accéder à cette demande sont réalisées.

18 - RESERVATIONS- SCELLEMENTS - CALFEUTREMENT

L'entrepreneur titulaire du lot 01 exécutera à ses frais toutes les réservations omises figurant sur les plans béton, visés par le Maître d'œuvre et le Bureau de contrôle. En cas d'oubli par un autre lot lors des demandes de réservations, les prestations nécessaires seront à la charge dudit lot.

19 - SOUS - TRAITANTS

L'attention des entreprises est particulièrement attirée sur les conditions de présentation et d'agrément des sous-traitants :

- Références et qualifications suffisantes
- Délai d'examen du dossier et d'acceptation du sous-traitant suffisant
- L'entreprise devra présenter les dossiers d'agrément des sous-traitants suffisamment tôt pour que tout refus du maître d'ouvrage soit sans conséquence sur le planning de réalisation.

20 - RECEPTION

Les opérations préalables à la réception, les essais et consuels, la visite et la commission de sécurité, le nettoyage général, la remise des clés, la formation des utilisateurs, la remise des DOE, les levées de réserves, etc. s'effectueront conformément au planning élaboré conjointement par la maîtrise d'œuvre et l'OPC

L'entreprise assurera le bon fonctionnement, la maintenance et l'entretien des installations techniques (équipements, matériels, réseaux) jusqu'à la notification de la réception.

Les entreprises devront assurer à leur charge la protection contre les éventuelles détériorations de leurs ouvrages en phase travaux avant livraison du bâtiment.

Essais à réaliser avant réception : auto contrôles

Essais particuliers :

Réceptions pour courants faibles suivant protocole accepté par le maître d'ouvrage, panneaux photovoltaïques, portes automatiques, alarmes, SSI etc....

Pour les terrasses, les étanchéités feront l'objet d'essais le jour de la réception avec mise en eau constatée 48 heures auparavant (essais en eau préalables lors du hors d'eau)

Les certificats des essais réalisés seront à transmettre au Maître d'oeuvre.